

*Robert Hitchcock
Ben Begbie-Clench
Ignatius Mberengwa
Davy Ndlovu*

Alors que le gouvernement du Zimbabwe ne reconnaît aucun groupe spécifique en tant que peuples autochtones, deux peuples s'auto-identifient en tant que tels : les San Tshwa (Tjwa, Tsoa, Cuaa) situés en Zimbabwe occidental, et les Doma (Vadema) du district de Mbire, au centre-nord du pays. Les estimations démographiques indiquent une population de 2700 Tshwa et 1250 Doma, soit approximativement 0,027% de la population totale.

Les Tshwa et de Doma sont nombreux à vivre en dessous du seuil de pauvreté du Zimbabwe et forment ensemble la population la plus pauvre du pays. On dispose de peu de données socio-économiques pour les deux groupes bien que des données de base concernant les Tshwa aient été collectées en 2013. Les Tshwa et les Doma ont une tradition de cueillette et continuent de dépendre dans une mesure limitée des ressources en plantes sauvages, gibier et insectes. La plupart des foyers Tshwa et des Doma ont une économie diversifiée, souvent en travaillant pour les membres d'autres groupes dans l'agriculture, l'élevage, le tourisme et des petites entreprises. Les envois d'argent de parents ou d'amis travaillant dans les villes, les exploitations agricoles ou les mines, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, représentent une faible proportion des revenus des Tshwa et Doma. Comme c'est le cas pour d'autres Zimbabweens, des Tshwa et Doma ont émigré à l'étranger, notamment au Botswana, en Afrique du Sud, au Mozambique et en Zambie, à la recherche d'activités rémunératrices et de travail.

Malgré quelques améliorations ces dernières années, le respect des droits fondamentaux de l'homme pose toujours problème. Le Zimbabwe est signataire des conventions CERD, CRC, CEDAW, ICCPR et ICESCR. Il est largement en retard dans la production des rapports attendus, mais des efforts ont été fait en 2016 pour satisfaire aux exigences.

Le Zimbabwe a aussi adopté la Déclaration des Nations-Unies sur les droits des peuples autochtones. Ces dernières années, il a aussi participé au processus d'Examen Périodique Universel (EPU) du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU, dont la dernière réunion s'est tenue le 2 novembre 2016. Comme beaucoup d'États africains, le Zimbabwe n'a pas signé l'unique convention internationale qui porte sur les peuples autochtones, la Convention 169 de l'OIT sur les peuples autochtones et tribaux de 1989.

Le pays ne dispose d'aucune législation spécifique sur les droits des peuples autochtones dans le pays. Cependant la Constitution révisée en 2013 cite la langue « Koisian » en tant que l'une des 16 langues reconnues du pays, et le gouvernement prend conscience de la nécessité d'améliorer l'information et les approches en matière de minorités.



Résumé

Un nombre considérable de Thwa, de Doma et d'autres Zimbabwéens ont été sévèrement touchés par la sécheresse, la récession économique du pays, les manœuvres politiques et répressions continues et acharnées qui ont eu lieu au Zimbabwe en 2016. Un travail considérable doit être fait pour que les droits sociaux, économiques, culturels et politiques garantis dans la Constitution révisée de 2013 soient protégés pour les minorités défavorisées et les peuples autochtones, qui restent aux plus bas niveaux du système socio-économique zimbabwéen.¹

Les Doma (Vadema) dans la vallée du Zambèze, comme les Tshwa San du Zimbabwe occidental, continuent à faire face en 2016 à la discrimination, l'insécurité alimentaire, de bas niveaux d'emploi, une participation politique limitée, et un accès restreint aux services sociaux.

Politique et législation

Aucune nouvelle politique sur les peuples autochtones et les minorités n'a été initiée en 2016. Ces derniers n'étaient pas mentionnés dans le rapport du gouvernement au Conseil des Droits de l'homme pour la réunion du deuxième Examen périodique universel qui s'est tenue le 2 novembre 2016.²

La Commission des droits de l'homme du Zimbabwe a rendu visite aux communautés San dans le district de Tsholotsho du 13 au 17 juin 2016. Elle a rencontré plusieurs responsables de district, les autorités locales, les communautés San et des représentants du Fonds de développement San Tsoro-o-Tso (TSDT).³ Les recommandations faites à la suite de cette visite comportaient la plus grande attention à donner aux questions des minorités dans le pays, la nécessité d'étendre les services d'éducation et de santé, l'importance de la lutte contre la pauvreté. Ceci était rendu particulièrement important par la situation d'insécurité alimentaire au Tsholotsho et au Zimbabwe dans son ensemble.

Le 25 septembre 2016, le Fonds de développement San Tsoro-o-tso et la communauté San étaient invités à participer au Groupe de travail thématique d'intérêt particulier de la Commission des droits de l'homme du Zimbabwe, centré sur la promotion, la protection et l'application des droits des jeunes, des personnes âgées, des personnes handicapées, des minorités sexuelles ou autochtones. Des progrès ont été accomplis pour les personnes autochtones handicapées avec l'application du *Zimbabwe National Disability Act*. Le directeur du Fonds de développement San Tsoro-o-tso a assisté à la conférence sur le SIDA 2016 à Durban, en Afrique du Sud, du 18 au 22 juillet 2016.

Le gouvernement du Zimbabwe a déclaré le pays en état de sécheresse en février 2016, et jusqu'à la fin de l'année, quelques 5 millions de personnes ont eu besoin d'aide alimentaire dans le pays. La Commission des droits de l'homme du Zimbabwe et la BBC ont signalé que le parti au pouvoir, le *Zimbabwe African National Union-Patriotic Front* (ZANU-PF) a refusé l'aide alimentaire d'urgence aux régions d'opposition.⁴

La production agricole, les moyens de subsistance et les revenus des Tshawa, Doma et de leurs voisins ont été affectés par la sécheresse et les inondations qui ont sévi au Zimbabwe en 2016.⁵ Parmi les quelques foyers Tshwa qui possèdent du bétail, 90% ont du vendre leurs bêtes, et 80 % ont du consommer les semences qu'ils gardaient pour les semis fin 2016. Parmi les Doma, on a signalé des personnes tombant malades après avoir mangé des plantes vénéneuses pour atténuer leur faim, tandis que les maladies transmises par l'eau ont augmenté considérablement.

Terres, conservation, moyens de subsistance

Les Tshawa et les Doma ont subi la pression de la police de la République du Zimbabwe et du Département des parcs nationaux et de gestion de la faune, qui les suspectaient de braconnage: certains incidents impliquaient des éléphants tués avec du cyanure.⁶ Arrestations, détentions, tirs sur des personnes suspectées de braconnage ont eu lieu, alors que les fonctionnaires gouvernementaux émettaient de nouvelles recommandations pour que les Tshwa et d'autres soient relocalisés loin des limites des parcs nationaux, notamment de Hwange, la première zone protégée du Zimbabwe.⁷

En Tsholotsho, où vit la majorité des Tshwa, des pertes de bétail dues aux lions ont été signalées fin 2016.⁸ Dans la vallée du Zambèze, les Doma ont aussi fait l'expérience des conflits faune/hommes (Human/Wildlife Conflict -HWC), et des problèmes tels que les champs envahis par les éléphants et les antilopes et le bétail tué par les lions et autres prédateurs.⁹ Les terres Doma ont déjà été restreintes par le Parc National Chewore et la zone de safari Dande, comme par l'immigration rurale et la croissance démographique.

Le programme de réforme foncière accélérée retient toujours l'attention, car il a eu des impacts négatifs sur l'accès à la terre des peuples autochtones et d'autres personnes.¹⁰ La réforme foncière menée en 2016 a réduit de 10% la disponibilité de terres où peuvent s'installer les Tshwa et Doma, même si le rythme de la réforme s'est ralenti au Zimbabwe. L'accès à l'eau potable, aux services de santé, à l'éducation continue de poser problème aux Tshwa et aux Doma, pour qui la pauvreté et l'insécurité alimentaire ont augmenté en 2016.

Genres, jeunesse et participation

A la différence du Botswana, de la Namibie et de l'Afrique du Sud, il n'y a pas de réseau de jeunes San au Zimbabwe, en partie parce que la plupart des San n'ont pas accès à Internet.

La politique nationale du genre, qui est centrée sur le bien-être des femmes, a fait l'objet de réunions au sein de communautés Tshwa en Tsholotsho en 2016. En décembre, le gouvernement du Zimbabwe a approuvé le démarrage de l'enseignement de la langue Tjwao dans les écoles à partir de janvier 2017.¹¹

Au cours de réunions locales, les hommes, femmes et enfants Tshwa et Doma ont témoigné combien les préoccupaient les violences physiques et la discrimination auxquelles étaient confrontés leurs enfants dans les écoles.

A la fin 2016, les peuples autochtones du Zimbabwe continuent de faire pression auprès du gouvernement pour obtenir un traitement juste et équitable devant la loi et une pleine reconnaissance de leurs droits sociaux, politiques, économiques et culturels, en particulier devant la montée de l'insécurité politique et économique dans le pays.

Notes et références

- 1 Hitchcock, R., B. Begbie-Clench, and A. Murwira 2016. *Livelihoods, Land, and Empowerment: The San in Zimbabwe*. Copenhagen: The International Work Group for Indigenous Affairs (IW-GIA) and Johannesburg: Open Society Initiative for Southern Africa; Educational Documentary Services 2016. *The Last Bushmen of Zimbabwe* (video). Gweru: Educational Documentary Services (EDS) and Tsholotsho: Tsoro-o-tso San Development Trust; Cultural Survival 2016. *Observations on the State of Indigenous Human rights in Zimbabwe prepared for the Human Rights Council, March 2016*. Geneva: Human Rights Council.
- 2 Government of Zimbabwe 2016. *National report submitted in accordance with paragraph 5 of the annex to Human Rights Council resolution 16/21*. Zimbabwe. Geneva: Human Rights Council, Working Group on the Universal Periodic Review Twenty-sixth session. 31 October–11 November 2016. A/HRC/WG.6/26/ZWE/12.
- 3 Zimbabwe Human Rights Commission, www.zhrc.org.zw; D. Ndlovu 2016. *Visit to the San Community of Tsholotsho, 15-17 June 2016*. Tsholotsho, Zimbabwe: Tsoro-o-tso San Development Trust.
- 4 Zimbabwe Human Rights Commission 2016. *Report on Complaints of Bikita East Constituency, Buhara North Constituency, Mazowe Central Constituency and Muzarabani North and South Constituencies and the Ministry of Public Service, Labour, and Social Welfare*. ZHRC/CI/23/25/26/35/44/2016. Harare: Zimbabwe Human Rights Commission; B. Hungwe 2016. Mugabe's Zanu-PF 'Blocking Food Aid' Amid Zimbabwe Drought. BBC, 8 September 2016.
- 5 H. Mutasa 2016. Zimbabwe Drought: Five Million Face Food Shortage. *Aljazeera*, 21 May 2016. R. Davies. 2016. Zimbabwe: Hundreds Evacuated After Floods in Matabeleland North province. *Africa News*, 14 December 2016.
- 6 News24 2016. 4 Elephants Suspected Poisoned with Cyanide in Zimbabwe. *News24*, 12 September 2016; Chronicle Reporter. 2016. 4 jumbos die, cyanide poisoning suspected. *The Chronicle*, 26 September 2016; Herald Reporter 2016. Poachers poison 5 jumbos. *The Herald*, 10 October 2016.
- 7 Hitchcock, Begbie-Clench, and Murwira 2016:37; N. Muboko, E. Gandiwa, V. Muposhi, and T. Tarakini 2016. *Illegal Hunting and Protected Areas: Tourist Perceptions on Wild Animal Poisoning in Hwange National Park, Zimbabwe*. *Tourism Management* 52:170-172.
- 8 W. Masara, 10 lions go for Tsholotsho livestock, *The Chronicle* 24 December 2016.
- 9 Ignatius Mberengwa field data, 2016; Evan Mawawire, posts on Twitter, accessed 24 December 2016; data from Community Development in Zimbabwe (CDDZ), www.ccdz.org.zw/ accessed 24 December 2016.
- 10 V.Z. Nyawo 2016. Families divided: disruption of the family in Zimbabwe's Fast Track Land Reform Programme. *American Journal of Social Sciences* 1:A18-A27. T. Jakwa 2016. Zimbabwe's fast track land reform programme: Beyond emancipation, towards liberation. *Australasian Review of African Studies* 37(1):73-94.
- 11 Bulawayo Correspondent 2016. Government Approves Teaching of Tjwao Language: Lessons Start in January 2017. *New Zimbabwe*, 9 December 2016.

Robert Hitchcock is a member of the board of the Kalahari Peoples Fund (KPF), a non-profit organization devoted to assisting people in southern Africa.

Ben Begbie-Clench is a consultant working on San issues in Namibia who works with the Desert Research Foundation of Namibia (DRFN).

Ignatius Mberengwa is a Geography faculty member in the Bindura University of Science Education, Harare, Zimbabwe.

Davy Ndolovu is a member of the Tsoro-o-tso San Development Trust, Tsholot-sho, Zimbabwe.

Source : IWGIA *The Indigenous World 2017*
Traduction pour le GITPA par **Véronique Hahn de Bykhotetz**